

La lettre du prds

la lettre d'information électronique du PRDS
numéro 20, septembre 2012

Pôle ressources
de développement
social

www.prds66.ning.com

Édito

« Dans une visée de développement social, créer une dynamique d'acteurs est au moins aussi important que de connaître la réalité sociale à transformer. » (JF Bernoux, 2005)

La diversité des acteurs et des institutions (cultures professionnelles, rapport bénévoles professionnels, dynamiques des élus...) est une richesse pour un territoire. L'un des enjeux d'une démarche de développement social concerne la construction d'une complémentarité de connaissances et d'interventions opérationnelles, la définition des articulations entre professionnels, les élus, les citoyens.

La journée d'étude organisée le 14 juin dernier et intitulée « Les coordinations territoriales, quels défis pour notre département ? » a notamment porté sur ces questions : comment articuler des dimensions organisationnelles, institutionnelles et relationnelles pour favoriser la mise en œuvre de coordinations territoriales ? Une coordination territoriale est notamment liée à des questions de méthode, mais aussi au maintien d'espaces d'incertitude, un positionnement des professionnels, élus, citoyens comme acteurs d'un changement. Plusieurs projets ont été présentés au cours de la journée. Cette lettre se propose de poursuivre la réflexion : elle annonce des journées d'échanges de bonnes pratiques entre les cadres des structures sociales et médico-sociales de l'espace transfrontalier, un retour est proposé sur la journée d'étude du 14 juin, un zoom sur le projet de développement social d'Amélie-les-Bains Palalda permet notamment de reprendre les éléments qui ont fait levier pour la mise en place d'une coordination inter-institutionnelle, impliquant également des associations et des citoyens. Enfin, la présentation du projet porté par l'UDAC 66 – Union Départementale des Associations et Collectifs du 66 pour des alternatives citoyennes – est un exemple de construction d'un réseau entre associations et collectifs citoyens.

Vous pouvez retrouver les documents complets de présentation de ces initiatives, le retour sur les journées d'étude sur le site internet du PRDS 66.

Elsa Piou Iliassi, coordinatrice du PRDS

a > Agenda complet et actualisé sur www.prds66.ning.com

> **14 septembre 2012** : Rencontre Comprendre et Agir autour du thème de l'école avec Michel Eliard (co-auteur de l'ouvrage « La revanche du parti noir : la lente mise à mort de l'école publique » 2011), 14h-18h, au siège du Trabucaire, 11 traverse de Pia à Perpignan.

Plus d'infos > edition.trabucaire@orange.fr

> **1er octobre** : Rencontres autour de la question du logement et des personnes âgées, diffusion d'un film sur la colocation et débat, 16h-19h, Perpignan.

Plus d'infos > blanchard@univ-perp.fr

> **12 octobre** : Rencontre conclusive Comprendre et Agir du cycle 2010-2012 autour de la présentation du premier numéro de la revue « Ruixat » dans la collection Recherches en cours au Trabucaire, 14h-18h, au siège du Trabucaire, 11 traverse de Pia à Perpignan.

Plus d'infos > edition.trabucaire@orange.fr

> **13 octobre** : Journée d'étude « Cas d'école : scolariser les enfants gitans sédentaires de Perpignan » avec la participation de Jérôme Huguet, 9h30-16h, Perpignan.

Plus d'infos > carbasse.philippe@mairie-perpignan.com

> **20-26 octobre** : Semaine « En avant pour l'Egalité » autour du thème : la discrimination en raison du handicap. Différents événements proposés à Perpignan.

Plus d'infos > cindy.merabet@pyrenees-orientales.gouv.fr

> **15-16 novembre** : Journées d'intercanvi de bones practiques cooperació transfronterera Perpinyà – Girona / Journées transfrontalières - échange de bonnes pratiques entre les cadres des structures sociales et médico-sociales (voir article ci-dessous).

Plus d'infos > brigitte.mortier@irts-lr.fr

> **29 novembre** : Journée d'étude PRDS « Développement communautaire, dynamiques démocratiques et coopérations inter associatives », 8h30 – 16h30, Perpignan.

Plus d'infos > prds66@wanadoo.fr

Sommaire :

Les coordinations territoriales, p. 2
Journées transfrontalières, p. 3
Développement social d'Amélie-les-Bains, p. 4
UDAC 66, p. 5
Ressources web et livres, p. 6



60 personnes ont participé à cette journée qui avait pour objectif d'échanger sur les contours et les enjeux de la coordination territoriale et d'identifier quelques conditions de réussite dans sa mise en œuvre.

L'intervention de Marie Duran-Decroix, chargée de formation DSL à l'IRTS, a défini la coordination territoriale comme le fait de conduire un projet partagé en veillant à l'agencement : d'idées, de « cultures », de projets, de pratiques, de moyens, de contraintes administratives et réglementaires sur un territoire, lui-même lié à d'autres territoires.

L'une des difficultés les plus fréquemment rencontrées est de ne pas prendre en compte tout ce que recouvre une coordination territoriale, ses différents niveaux, de considérer que la désignation d'un coordonnateur va résoudre la situation... Or, pour être utile au projet, la coordination n'est pas une organisation de plus, elle traduit une dynamique, une démarche nécessairement partagée.

Les autres difficultés dans la mise en œuvre d'une coordination territoriale sont liées à notre contexte d'intervention fortement marqué par la territorialisation de l'action publique (décentralisation, politiques contractuelles, multiples échelles territoriales, diversités de schémas, etc.). Cette situation rend nécessaire :

- le travail pluridisciplinaire dans une même organisation ou sur un territoire, la transversalité,
- la prise en compte des responsabilités et contributions spécifiques de chaque acteur à son niveau d'intervention (élus, institutions, cadre, cadre intermédiaire, associations, habitants, ...),
- l'articulation des différentes échelles territoriales et des différentes compétences thématiques entre collectivités.

Ainsi les enjeux sont aujourd'hui de :

- favoriser la connaissance réciproque des actions, responsabilités et contraintes de chacun, de s'accorder sur les bonnes pratiques ;
- trouver les articulations possibles entre les actions de chacun ou les domaines d'actions pouvant être partagés, mis en commun ;
- prendre en compte les autres échelles territoriales et leurs projets ;
- positionner les associations comme porteuses d'initiatives locales auprès des habitants ;
- assurer un portage politique et institutionnel même si le projet est à un niveau « micro » afin de garantir la légitimité et la pérennité du projet ;
- démontrer les interdépendances entre les différentes thématiques pour un développement social global sur un territoire.

Sur notre département, les dynamiques DSL et de projet de territoire en sont aux prémices. Il s'agit donc de valoriser les initiatives en cours et de les accompagner. C'est un des objectifs du PRDS.

Certains membres de la salle ont pu insister sur les points suivants :

- l'importance des habitants dans une coordination territoriale : la place qui leur est donnée pour favoriser au final leur mieux être, les considérer comme acteurs, « experts » sur la réalité des

besoins des publics, ou du regard porté sur les institutions, au même titre qu'un autre acteur ;

- l'identification des CCAS comme des ressources locales à relier à l'action des Maisons Sociales de Proximité, notamment en milieu rural ;
- le potentiel que représentent les mouvements d'éducation populaire pour développer le lien direct aux publics, aux associations locales, notamment sur Perpignan ;
- la volonté de passer à l'action (de nombreuses démarches en sont actuellement au diagnostic, au schéma, à la conception des projets. Il était nécessaire de passer par la rencontre, la connaissance des actions de chacun, l'analyse partagée de la réalité locale, il faut maintenant se coordonner dans l'action) ;
- La nécessité de considérer les espaces de coordination comme des espaces « libertaires » ou l'on peut sortir de sa position d'agent, ou d'usager pour devenir citoyens, acteurs d'un projet commun. Cela demande d'accepter un peu de désordre, pour mieux construire et créer du changement.

Par ailleurs, suite aux échanges sur le positionnement de « l'agent » comme citoyen, s'est posée la question de la neutralité du coordonnateur. Le débat a permis de mettre en évidence que la question n'est pas d'être neutre ou pas.

La coordination territoriale fait appel à un changement de posture du côté des professionnels et des habitants qui suppose :

- une prise de risque dans les changements à conduire,
- un engagement autour d'objectifs partagés,
- un équilibre entre « désordre » permettant les échanges et les marges de manœuvre et « l'ordre » permettant de cadrer les échanges, de les relier à un contexte, de formaliser les avancées.

La suite de la matinée a permis de découvrir la démarche PARADS de Pont-de-Chéruy. Pour les détails de cette démarche, nous vous invitons à consulter leur diaporama sur notre site.

Cette expérience a illustré ce que signifie une coordination territoriale partagée. Que ce soit dans la conception, la réalisation, le suivi ou la valorisation du projet lors de notre journée, chacun a pris sa place et exprimé son analyse, sa posture que ce soit Corinne PECHEUX, CESF à la CAF de l'Isère, Michel CHINCHOLE, Président de la MJC/centre social, Myriam BAGHDADI animatrice DSL MJC/centre social, Annie VACALUS, chef de service développement social au Conseil Général de l'Isère ou Viviane GOY, adjointe aux affaires sociales de la ville de PONT DE CHERUY.

Les atouts de la démarche soulignés par les intervenants puis par la salle ont été :

- Le changement de regard des professionnels sur les habitants et des habitants sur les travailleurs sociaux suite à la qualification mutuelle mise en place au démarrage du projet, qui a permis la création d'une culture commune, la définition d'objectifs partagés.
- Le portage politique et financier d'une initia-

tive portée au départ par quelques acteurs (CAF, CG, MJC...).

- La présence continue des habitants dans les instances de pilotage, même si leur renouvellement peut être difficile dans le temps.
- L'articulation entre des dimensions organisationnelles, institutionnelles et relationnelles.
- La valorisation de l'initiative par une participation à des actions périphériques : l'observatoire national sur la pauvreté et l'exclusion, la journée sur la lutte contre les discriminations, la semaine contre la violence faite aux femmes. Le travail de présentation à cette journée est aussi un moyen de faire un bilan sur le projet et de valoriser les avancées. Le dispositif PARADS n'étant pas reconduit, cela peut permettre un « glissement » dans le droit commun ou le soutien dans le cadre d'un autre dispositif.

L'après-midi organisée sous forme d'ateliers a permis d'illustrer les défis à relever dans notre département en matière de coordination territoriale et sur deux d'entre eux, le rôle qu'a pu jouer le PRDS pour accompagner ces démarches.

Le projet de structuration et de valorisation de l'offre de tourisme adaptée au public porteur de handicap sur territoire du Pays Terres Romanes, présenté par Florian CHARDON, directeur du Pays Terres Romanes, a mis en évidence la complexité d'une démarche impliquant une coordination de différents acteurs d'origine géographique (rural, urbain,...) et sociale (collectivités, entreprises, associations, établissements de santé,...) très diverse et ne poursuivant pas toujours des intérêts compatibles (confort des clientèles, consolidation du chiffre d'affaire, affichage des logos, dimension politique ou micro-territoriales,...). La présentation a notamment permis de mettre en avant l'importance des techniques d'animation, du portage politique, d'une clarification claire des rôles de chacun, d'un porteur de projet ayant une vision prospective, d'un travail sur les représentations réciproques (notamment entre acteurs du tourisme et acteurs du médico-social. Au-delà de la coordination créée entre l'ensemble des acteurs, le projet a eu pour effet un renforcement du travail de mutualisation entre associations de personnes en situation de handicap.

Le Projet d'Amélie-Les-Bains Palalda présenté par Jérôme COLL, chargé de mission à la Ville d'Amélie-Les-Bains et Michèle CHEVELU, coordinatrice Technique PAPH MSP Vallespir nous a permis d'illustrer une démarche de développement social, accompagnée par le PRDS, impliquant habitants, bénévoles, élus et professionnels autour du thème du mieux vivre ensemble, notamment à travers les trois axes suivants : logement et cadre de vie, santé et bien être, place des familles dans la ville. Leur expérience a été possible grâce à la construction d'une culture commune, la mise en place de différents espaces collectifs permettant d'articuler la proposition d'un cadre et le maintien d'espaces d'incertitude. (Un article ci-dessous propose davantage de précisions concernant ce projet).

L'expérience de l'association « Répertoire pour l'innovation sociale » présentée par Anne SEVERAN-GENOVESE, Présidente de l'association « RISociale », Rhône retrace le cheminement des acteurs du social et de l'insertion de la commune de Caluire et Cuire, qui de 2005 à 2009, se regroupent, à l'initiative du Centre Social et Culturel pour discuter sur des thématiques communes : la complémentarité des structures ; travailler ensemble pour le « mieux vivre ensemble » ; favoriser les parcours d'insertion et de socialisation de la personne en difficulté. Pour traduire concrètement leur objectif de coordination territoriale autour des questions de l'insertion, ce groupe a décidé de créer un site Internet qu'ils ont nommé « Répertoire pour l'Innovation sociale ». La construction de cet outil a permis de formaliser des objectifs communs, de redéfinir des notions utilisées par tous, comme celle d'accompagnement social et de préciser les procédures d'orientation vers les uns et les autres en fonction des besoins des publics. Avant la mise en place du logiciel, cela a nécessité l'organisation de formations sur site, notamment en direction des agents d'accueil. Cette expérience illustre l'importance de la formation partagée, du changement de posture vis-à-vis des partenaires et du portage institutionnel de l'initiative. Au départ, pris en charge par le centre social dans le cadre d'un projet CUCS, ce projet passe dans le droit commun en étant repris par le service insertion de la commune.

Le Réso Salanque était présenté par Thérèse ROSSINI, responsable MSP Agly, Nadine CAZAS-SUS, Coordinatrice Technique PAPH MSP Agly, Béatrice LEFRERE, Assistante de Service Social en charge des Politiques sociales MSP Agly. Ce réseau est né du constat d'un isolement des personnes âgées sur le secteur de l'Agly. Après l'accueil d'étudiants de l'IRTS pour préciser la problématique, plusieurs initiatives ont vu le jour : création d'un groupe de travail entre travailleurs sociaux, constitution d'un annuaire des partenaires, suivi d'une qualification mutuelle organisée par le PRDS permettant d'avoir une autre approche dans la relation aux habitants, et enfin lancement d'un projet intergénérationnel sur Saint-Hypolyte associant des jeunes du PIJ et des personnes âgées du village. Des ateliers partenariaux ont permis de faire émerger des axes d'intervention communs qui pourraient être les prémisses d'un projet de territoire.

Globalement cette journée a permis de dégager quelques conditions incontournables pour réussir une coordination territoriale :

- l'engagement citoyen des professionnels, puis la légitimité institutionnelle et politique,
- la prise en compte des publics comme acteurs à part entière,
- la création d'une culture commune souvent accompagnée par des formations sur site, ou qualifications mutuelles,
- la nécessité pour le pilote, ou le coordonnateur de proposer une démarche tout en observant une certaine souplesse pour partir de là où en sont les différents acteurs impliqués,
- l'importance du temps donné au changement des pratiques et des représentations, l'articulation des temporalités des uns et des autres,
- la coordination partagée qui implique en dehors des temps collectifs, une répartition des tâches entre les acteurs,
- la formalisation des démarches, l'évaluation en continu et la valorisation afin de garantir la légitimité, la réorientation des actions et/ou leur pérennisation par un passage dans le droit commun.

Nous vous proposons de consulter prochainement le compte-rendu sur le site du PRDS. Les supports des intervenants et des ressources complémentaires sur le sujet seront également à disposition.

> A venir...

Journées transfrontalières - échange de bonnes pratiques entre les cadre des structures sociales et médico-sociales

Le projet présenté s'inscrit dans la continuité de la coopération transfrontalière du programme ETFERSASO et concerne prioritairement les acteurs de l'espace territorial regroupant la province de Gérone et le département des Pyrénées Orientales.

Il est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat représenté par :

- L'Institut Régional du Travail Social : IRTS-LR (antenne de Perpignan) – notamment au travers du Pôle Ressources Développement Social et du Pôle Ressources Handicap,
- La Fondation Plataforma Educativa de Gérone qui est un regroupement de 10 fondations aux services des personnes et des organisations sociales et médico-sociales.

A travers ce nouveau projet transfrontalier, les partenaires souhaitent, organiser des journées d'échanges d'expériences entre les professionnels des domaines sociaux et socio sanitaires.

Ces journées visent à :

- Mettre en avant les différentes approches des programmes, des lois et organisations qui régissent de par et d'autres des Pyrénées l'intervention sociale en général et plus particulièrement en direction de l'enfance en situation de risque et des publics en situation de handicap.
- Concrétiser la coopération et l'échange d'expériences entre les acteurs, par la réalisation de projets communs

Les journées sont divisées en 4 axes :

- Présentation des législations en vigueur des thématiques sociales et médico-sociales dans les deux catalognes (nord / sud) ;
- Organisation d'atelier thématiques, afin de permettre aux acteurs impliqués d'échanger sur leurs expériences et de se projeter sur des projets communs ;
- Observer et analyser le secteur social et médico-social au travers des visites de structures ;
- Echanger sur des sujets et des thèmes d'intérêt commun, comme par exemple « la participation des familles dans le cadre de l'accompagnement social », mais aussi, valoriser et tirer parti des apports méthodologiques des journées transfrontalières.

Les deux premières journées d'échange sont prévues pour le 15 et 16 novembre 2012 dans les Pyrénées Orientales. Il est ensuite prévu deux journées en avril 2013 en Catalogne Sud.

Nous invitons les partenaires souhaitant s'associer à ce projet à nous contacter afin de préciser leurs possibles implications.

Retour sur le projet de développement social d'Amélie-les-Bains Palalda

Origine du projet :

S'appuyant sur un ensemble de constats de terrain et de besoins exprimés par la population, la municipalité d'Amélie-les-Bains-Palalda-Montalba a souhaité s'engager dans une démarche de développement social. Elle a sollicité différents partenaires, dont le PRDS, afin d'accompagner la démarche.

Le constat réalisé par la ville et ses partenaires permet de mettre en avant un certain nombre de problématiques sur le territoire d'Amélie-les-Bains :

- Une configuration territoriale contraignante
- Une population âgée et une tension intergénérationnelle
- Des problèmes liés au logement
- Des populations fragiles ou précarisées
- Un sentiment d'insécurité

Sur cette base, une première réunion s'est tenue le 03 décembre 2010 à Amélie-les-Bains en présence d'acteurs institutionnels, partenaires potentiels d'un projet de développement social territorial (Maison Sociale de Proximité, Office Public HLM des Pyrénées-Orientales, Caisse d'Allocations Familiales). Deux autres réunions ont suivies le 17 décembre 2010 et le 28 janvier 2011 (à laquelle s'est joint le PRDS) afin d'étudier la possibilité d'un partenariat et de préciser certains points de méthode.

Objectifs visés : L'objectif global du projet est l'amélioration des conditions de vie des catégories de la population en difficulté sur le territoire communal. De façon générale, il s'agit, à travers ce projet, de travailler de manière globale et transversale sur la question du « vivre ensemble » et du « mieux vivre ensemble » à Amélie-les-Bains-Palalda-Montalba.

La ville et ses partenaires souhaitent : Mettre en œuvre un diagnostic en matière de développement social sur le territoire d'Amélie les Bains, co-construire des propositions d'action avec les habitants afin d'améliorer le « vivre ensemble » sur le territoire.

Partenaires impliqués dans le pilotage du projet : Ville d'Amélie les Bains Palalda (élu, CCAS, PIJ, etc.), Maison Sociale de Proximité – CG66, CAF, CARSAT, Office Public HLM des Pyrénées – Orientales, PRDS.

D'autres partenaires ont été impliqués au niveau technique dans les groupes mixtes de travail (FDPLS, crèche, éducation nationale, bibliothèque intercommunale, association de parents d'élèves, Croix Rouge, CMP, etc.).

De plus, différents services de la ville ont progressivement été sollicités (service des affaires culturelles et associatives, office du tourisme, police municipale, etc.)

Etat d'avancement du projet : Suite à la décision du Conseil Municipal, les partenaires identifiés ont confirmé la pertinence du projet porté par la ville d'Amélie-les-Bains-Palalda-Montalba. Les partenaires se sont réunis à plusieurs reprises afin de définir le cadre du projet. Un comité technique s'est ensuite mis en place, afin de développer et mettre en œuvre une méthodologie adaptée.

Le travail effectué par les différents partenaires a concerné les points suivants :

- Mise en place d'un comité de pilotage et d'un comité technique, élaboration d'un cadre d'intervention et construction d'une méthodologie d'intervention
- Réalisation d'un pré-diagnostic à partir 1/ des constats formulés par les membres du comité technique ; 2/ d'une analyse des données statistiques et quantitatives disponibles ; 3/ d'entretiens individuels menés par les membres du comité technique auprès de personnes ressources identifiées (20 personnes) sur le territoire d'Amélie les Bains et d'usagers de l'intervention sociale (10 personnes).
- Identification de thématiques transversales pouvant servir de point

d'ancrage pour une démarche de développement social : logement et cadre de vie ; place des familles dans la ville ; accès à la santé et bien être.

- Présentation de la démarche et du projet aux élus de la ville.
- Mise en place de 3 groupes mixtes (professionnels / bénévoles / habitants) (mobilisation des organisations et des personnes, structuration, formation des membres du comité technique et construction des trames d'animation) sur les 3 thématiques repérées afin d'affiner les constats et de construire des propositions.
- Restitution du travail des trois groupes au comité de pilotage (25 mai 2012) : les trois groupes ont présenté leurs constats et propositions à travers des supports divers (powerpoint, scénettes)
- Concertation des partenaires et retour du comité de pilotage aux groupes (15 juin 2012) pour préparer la phase opérationnelle (définition des priorités, élaboration d'une méthodologie pour la phase opérationnelle)
- En parallèle, première construction d'une culture commune sur le développement social local, notamment à travers la participation de membres de l'équipe technique et de pilotage aux actions de professionnalisation organisées par le PRDS (approfondissement de la méthode de qualification mutuelle / expression et participation de la personne accueillie) et participation aux journées d'étude.

Le projet de développement social local d'Amélie les Bains Palalda a été présenté lors de la journée d'étude organisée par le PRDS le 14 juin 2012. Cette présentation a notamment permis de relever les points suivants qui ont pu faire levier pour la mise en place d'une coordination inter-institutionnelle, impliquant également des associations et des citoyens :

- la construction progressive d'une culture partagée en terme de Développement Social Local : à titre d'exemple, au sujet du territoire concerné, la problématique est passée d'une problématique de quartier à une démarche territoriale prenant en compte l'ensemble du territoire de la ville. De plus, les acteurs ont développé une approche permettant de se baser sur les ressources locales, en termes d'analyse du contexte, mais également pour élaborer des propositions d'amélioration. La participation des professionnels aux formations proposées par le PRDS a pu servir de levier pour la construction de cette culture partagée. De plus, les partenaires ont souligné l'importance de la présence d'un acteur extérieur tout au long de la démarche.
- La démarche s'est inscrite dans la durée, laissant également le temps aux partenaires de s'approprier cette culture commune.
- Différents partenaires institutionnels et associatifs ont été sollicités, et des citoyens de la ville ont été mobilisés pour s'impliquer dans l'analyse du contexte et des pistes à développer. Une attention est portée au fait que l'ensemble des acteurs soient impliqués au cours des différentes phases du projet.
- L'expérimentation, adaptée au contexte local, d'ateliers de qualification mutuelle, a permis de confronter les représentations des différents acteurs et a contribué à la construction d'un diagnostic partagé, mais également à une meilleure connaissance et reconnaissance entre les acteurs du territoire.
- Le portage du projet et l'implication des élus dès le lancement de la démarche ont permis une réelle appropriation de l'approche par la municipalité.
- La méthodologie de diagnostic adoptée a été évolutive et a conjugué différents outils, ce qui a permis de confirmer les constats concernant les particularités historiques, économiques et sociales de la ville.
- Une place a été laissée à l'incertitude, malgré la définition d'un cadre partagé. Chacun des acteurs a donc pu être force de proposition.

Plus d'infos > prds66@wanadoo.fr

Quelle a été l'origine de la création de votre association UDAC66 ?

Notre collectif est né de la rencontre de personnes ayant été victimes de dysfonctionnement de la société, notamment au niveau de leur consommation de biens et services.

Pour ma part, suite à des malfaçons lors d'une construction, mais surtout suite à l'escroquerie d'un cuisiniste voyant que j'étais isolé dans mes démarches, j'ai lancé un appel au travers de la presse, pour trouver d'autres victimes. Trente personnes ayant répondu, un collectif a été créé, puis une procédure en justice, qui au bout de 4 ans... n'a pas abouti.

Nous nous sommes alors interrogés sur notre société qui protège la consommation et non le consommateur. Voulant y réfléchir nous avons rassemblé une trentaine d'autres collectifs et associations par un appel via les médias.

Après une première rencontre où chacun a exposé son combat spécifique, nous avons repéré des points communs, et créé en 2006 un collectif informel « le RAC 66 » (Rassemblement d'Associations et de Collectifs), de ce collectif est né en 2008 l'UDAC.

Le but était de « travailler » en amont (prévenir plutôt que guérir) et très rapidement. Il a été envisagé la création d'un site Internet pour informer et entraider. Trois ans auront été nécessaires avant sa réalisation. Trois ans ponctués de rencontres pour nous mettre d'accord sur les contenus, les messages à faire passer, les informations à faire circuler. Nos ambitions par rapport au site demandaient que l'on trouve une personne qualifiée pour le créer et cela représentait aussi un coût. Pour cette raison, pour avoir des possibilités de subventionnement, mais aussi plus facilement une salle pour se rencontrer nous avons créé l'association UDAC 66 en août 2008.

Ce passage du collectif à l'association a-t-il eu un effet sur votre projet ?

Oui, cela a facilité la mise en place du site, car même si finalement nous n'avons jamais demandé de subvention, nous avons alors pu organiser entre 2008 et 2009 quatre forums associatifs à l'annexe mairie de

Saint-Martin.

Cela mobilisait peu le public, mais permettait déjà de mieux se connaître entre association (entre 30 et 50). Par ces échanges, et d'autres réflexions autour du site, nous avons fait progresser notre projet. La notion d'entraide s'est élargie, pour aborder la question des échanges de services et de savoir.

Et, lorsque le site a été lancé en octobre 2009 nous avions alors déjà 300 contacts. Ils recevaient chaque semaine une lettre d'information avec un agenda associatif et des annonces d'entraide.

En juin 2011 après un travail assidu et une autre rencontre inter associative sur le thème « Alternative & Culture » on était à plus de 6000 ! Cela demandait un travail d'au moins deux heures par jour pour dépouiller et traiter les infos du site. Nous avons alors été confrontés à « l'inévitabilité » des tâches. En cela le fonctionnement classique d'une association qui reproduit un mode de décision hiérarchisé, avec président, secrétaire, trésorier, ... ne nous convenait pas.

Cela a créé des tensions et démotivés certains. Suite à un « clash » avec le président, nous essayons maintenant une gouvernance de l'association plus équitable. La direction est collégiale, chacun se met sur ce qu'il peut, quand il peut. Mais, même avec ce fonctionnement, cela reste difficile de mobiliser dans la durée. L'investissement quotidien repose sur une poignée de personnes et ce site nous a vite rattrapés. Le piratage et la destruction du site en juin 2011 a mis un coup d'arrêt... après la colère, est venue encore une fois la réflexion. Finalement nous n'étions pas assez « pro » pour avoir autant d'audience. Nous nous sommes recentrés sur l'entraide tout en élargissant encore notre réflexion. C'est de là qu'est née l'idée de la journée du 28 avril 2012 sur « initiatives et alternatives locales ».

Comment votre projet a-t-il évolué ? Quel bilan faites vous de cette journée du 28 avril 2012 ?

Progressivement notre association a fait émerger notre point commun à tous : dépendance au consumérisme. Cela est la source de nos combats. Donc agissons pour réduire cette dépendance par une meilleure connaissance des ressources existantes dans

la proximité, par la découverte d'autres modes de consommation, par la mise en réseau.

Cette journée visait à rassembler autour de 10 thèmes liés à la vie courante (entraide/échange, alimentation, santé, astuces vie quotidienne, énergie, logement, éducation/culture, producteurs locaux/commerce équitable/ AMAP, 10 conférences), les associations et collectifs existants dans le département, de les faire se connaître au grand public, de les faire se connaître entre eux, d'interpeller plus largement sur cette question du « consommer autrement ». Pour élargir le cercle des organisateurs, chaque thème était porté par une personne référente, chargée de contacter les intervenants, d'organiser une part de la journée.

Le bilan est globalement très positif. Même si des calages ont été nécessaires pour que chacun identifie les 10 référents, pour que les « querelles » entre les intervenants pour quelques mètres carrés fassent place à des comportements en adéquation avec les objectifs de la journée nous sommes très satisfaits. Cette répartition des responsabilités a été très bénéfique car chacun s'est senti acteur de la journée, cela s'est ressenti dans l'atmosphère, près de 1000 personnes ont participé à cet évènement.

Quelles sont les perspectives, suite à cette journée ?

Nous aimerions renouveler cette démarche d'évènement fort sur le thème du don. Mais en prenant plus le temps afin de l'organiser sereinement. Peut-être pour l'année prochaine, ou plus tard, selon les possibilités d'engagement de chacun. Nous aimerions refaire également le site, mais autrement, en rendant plus lisibles les ressources sur chaque commune du département, et peut-être en ayant un référent par commune... tout ceci mis en réseau. Cela est un vaste programme. Nous nous donnons le temps de construire les choses ensemble, progressivement, plutôt que de rentrer dans un système qui ne correspond pas à nos objectifs. Si ce projet se concrétise un jour il n'en sera que plus solide.

Toutes les personnes qui souhaitent apporter une contribution sur ce projet ou obtenir des informations peuvent nous contacter à contact@udac66.org

Parmi les associations et collectifs qui ont participé aux 1ères Rencontres d'Initiatives & Alternatives Locales « Nos choix et qualités de vie » étaient représentés :

Entraide / Échanges :

- Udac66 www.udac66.org
- Les SEL (Système d'Échange Local) : Perpignan(66) sel-66.jimdo.com ; Confient selduconfient.pagesperso-orange.fr ; Vallespir selvallespir.free.fr
- Monnaie Locale Complémentaire
- Le Relais - Réseau Économique Local d'Actions et d'Initiatives Solidaires www.relais-economiesolidaires66.org
- Les Cigales - Produit d'épargne solidaire cigales66.over-blog.com
- Les indignés du 66
- La maison bleue - Accompagner la santé mentale dans la dignité

- www.alamaisonbleue.org
- Mutualisation de matériel
- Les toits du cœur

Logement :

- Habitat groupé - Ecohabiter
- Toilettés sèches - Lecopot www.lecopot.fr
- Couch surfing - Hébergement alternatif de vacances www.couchsurfing.org
- Eco-construction
- Habitat et humanisme - www.habitat-humanisme.org/pyrenees-orientales/accueil

Énergie :

- Autonomie et Énergie : Énergies d'Ici www.energiesdici.com
- Emercoop / Collectif "Sortir du nucléaire 66" chernobyl-day.org
- Greenpeace - Vers une transition énergétique libérons-énergie.fr

- Cuiseur solaire
- Énergie citoyenne - energiecitoyenne.free.fr/

Vie quotidienne :

- Entraide-Roussillon www.entraidesroussillon.org
- Astuces Maison astuces.maison.over-blog.com
- J'ai besoin d'eux - Entraide personnes âgées
- La préservation de la qualité de l'eau - CRIIEau

Éducation & culture :

- Université Populaire de Perpignan universitepopulaireperpignan.blogspot.fr
- Groupe Français d'Éducation Nouvelle (G.F.E.N.) gfen66.infini.fr/gfen66
- Aile Universelle - Solidarité internationale aileuniverselle.free.fr

- Lire et faire lire - laligue66.org/lire.et.faire.lire.66-35500-3-5.php
- Happy Kids - Aider et rapprocher les enfants de la Méditerranée
- R.E.S.F. - Réseau d'Éducation Sans Frontière restf66.free.fr

Producteurs locaux, Commerce équitable et A.M.A.P. :

- Daba cultura
- Laolu (Asie, Laos) - laolu-bouthic.blogspot.fr
- Artisans du monde - www.artisansdumonde.org
- Énergie citoyenne - energiecitoyenne.free.fr
- Bio en Têt - www.bioentet.fr

> Ressources web

> Webdocumentaire « Entrée de secours »

En mars 2012, la Fondation Abbé Pierre a financé un webdocumentaire « Entrée de secours », réalisé par Sam Albaric et Amaury Gransart sur les Pensions de famille. Dans ces lieux de vie gérés par des bailleurs associatifs ou HLM, et animés par des couples d'hôtes, des personnes très fragilisées bénéficient d'un logement indépendant et d'espaces de convivialité, sont soutenues dans leurs démarches d'insertion, participent aux tâches quotidiennes. Le webdocumentaire rend compte de la vie au quotidien dans les structures financées par la Fondation à travers les portraits de plusieurs résidents. Il offre également une boîte à outils complète et actualisée (informations sur le mal-logement, manuel pratique sur les Pensions de famille, réglementation, relation entre gestionnaire et maître d'ouvrage, agréments, charte, carte du réseau des 40 Pensions de famille gérées par la Fondation).

Plus d'infos > <http://www.entree-de-secours.fr>

> Portail : objectif culture

Ce portail, fruit d'une initiative associative, est dédié à la mise en réseau des savoirs et des compétences dans les secteurs de la culture et des technologies de l'information et de la communication, afin de faire connaître les réseaux du secteur culturel sur le web. Il propose de nombreux liens sélectionnés et commentés sur des entrées aussi diverses que l'agenda 21 culturel, l'architecture-design, les études et recherches, les politiques culturelles, les territoires créatifs. Il répertorie également l'actualité des ouvrages en relation avec la culture et propose une rubrique emplois et stages dans le secteur culturel.

Plus d'infos > <http://objectif-culture.com/>

> Web documentaire sur les grands ensembles

Coproduit par France Télévisions Nouvelles Ecritures, Mosaïque Films et France 3 Île-de-France, réalisé par Jean-Christophe Ribot.

Ce web documentaire retrace la vie de locataires de différents grands ensembles d'Île-de-France (Sarcelles, Saint-Denis, Clichy-la-Garenne...) mobilisés notamment avec l'appui de structures associatives de proximité. L'interface du site permet de naviguer librement depuis la façade d'un immeuble fictif « B4 », à travers une mosaïque de fenêtres. Chaque étage correspond à un appartement habité par un des personnages. 12 portraits et autant de morceaux de vie sont ainsi à découvrir sous forme de films courts. Le visiteur est emmené à la rencontre des habitants avec des ambiances sonores, des détails urbains caractéristiques, l'architecture des appartements, les récits de ceux qui les habitent. « B4 » est aussi un concours photo, accessible depuis la page d'accueil, qui invite les internautes à raconter l'histoire de leur cité avec une photo, accompagnée d'une courte légende (jusqu'à fin septembre 2012).

Plus d'infos > www.francetv.fr/nouvelles-ecritures/banlieue-b4/

> Affirmer la place de la culture dans la politique de la ville

Pôle Ressources 95, 2012.

La synthèse restituée des éléments d'analyse, des illustrations et des prises de position tirés d'un cycle de qualification « La culture : une dimension à part entière de la Politique de la ville » (2009) et d'un cycle d'ateliers « Culture et Politique de la ville : de l'intention aux projets » (2009-2010).

Plus d'infos > www.poleressources95.org/publications/dossiers_syntheses_detail-143.html

> A lire

Les ouvrages présentés ici, et d'autres, sont disponibles au CRD de l'IRTS Perpignan

> Les quartiers populaires. Dynamiques sociopolitiques et interventions

J. Bordet, P. Roche (dir.), *Èrès, Nouvelle revue de psychosociologie*, n°12, 2011

Les quartiers populaires sont traversés par des logiques de relégation, de paupérisation, de ségrégation, de discrimination ou encore de disqualification symbolique. Les habitants se sentent menacés dans leur dignité, ignorés en tant que sujets et doivent faire face à d'autres violences, plus spectaculaires comme celles des émeutes, ou plus insidieuses, mais non moins prégnantes, comme les trafics liés à l'économie de la débrouille. L'ambition de ce numéro est moins d'analyser l'ensemble de ces processus que de mettre en lumière les lieux de résistance à son emprise ; les lieux d'expérimentation de nouvelles pratiques sociales et professionnelles, culturelles et artistiques, citoyennes et politiques ; les lieux qui favorisent la subjectivation et l'émancipation collective et, au-delà, la transformation sociale.

> Créateurs d'utopies. Démocratie, autogestion, économie sociale et solidaire

P. Thomé, Yves Michel/Adels, 2012.

La revendication d'autogestion, si fréquente après 1968, semble être tombée aux oubliettes. C'est vrai pour le terme, mais pas pour ce qu'il signifie. A travers la rencontre de près de 80 " témoins ", l'auteur nous donne à voir l'importance des " créateurs d'utopie ". Après un retour sur les " fondateurs " (la Commune de Paris, La Vie nouvelle, le PSU...), l'auteur revient sur les luttes paysannes et ouvrières des années 1970, avec Lip et le Larzac, mais aussi avec l'émergence des mouvements de citoyenneté urbaine (les groupes d'action municipale, les expériences de Morlaix, La Roche-sur-Yon ou Meylan), les luttes des femmes (chez Lip encore ou avec Choisir, de Gisèle Halimi, ou le Mlac), les expériences éducatives (avec Gaby Cohn-Bendit et le lycée de Saint-Nazaire). Le livre montre qu'aujourd'hui, nombre d'expériences - notamment dans l'économie sociale et solidaire - plongent leurs racines dans ce terreau, des entreprises d'insertion aux AMAP. Ce n'est donc pas seulement une histoire que nous raconte l'auteur, mais aussi une actualité, celle d'utopies qui, en prenant corps, contribuent à changer la vie.

> Rendez vous au travail. de la place des hommes dans les centres sociaux

JM. Cottet, *Les p'tits papiers qui collent*, 2012.

Pourquoi les hommes sont-ils peu présents dans les Centres Sociaux ? Que peut-on faire pour que cela change ? Cette chronique d'une recherche-action conduite dans les Centres Sociaux des Hauts-de-Seine en présente le déroulement et propose une mise en perspective qui changera votre regard sur la place des hommes. Découvrez le processus qui a permis aux habitants et aux professionnels des structures concernées de se construire un point de vue. Partagez leurs doutes et le regard parfois sans concession sur leurs pratiques. Découvrez des paroles d'habitants et d'habitantes qui nous livrent des morceaux d'intimité... et nous donnent des clefs pour comprendre.

> Démocratie précaire. Chroniques de la déraison d'Etat

E. Fassin, *La découverte*, 2012

La France est une démocratie. Or la politique menée à l'égard des " autres ", immigrés ou Roms, mais aussi musulmans, s'autorise de l'identité nationale. Donc, des fichiers aux tests ADN, en passant par la chasse aux " mariages blancs ", cette politique serait forcément démocratique. Tel est le syllogisme à la Ionosco dont l'absurdité permet à notre société de s'accommoder, tant bien que mal, d'une démocratie de plus en plus précaire. D'où le nouveau " syndrome de Vichy " : c'est au nom de la démocratie qu'on interdit à ceux qui critiquent les dérives d'évoquer ces " années sombres ". Pourtant, ce passé hante aussi nos gouvernants ; mais c'est pour proclamer qu'on ne peut le comparer avec notre présent : cc n'est quand même pas le nazisme ; nous sommes donc bien en démocratie ! En mettant sans cesse en avant le " problème de l'immigration " ou la " question musulmane ", une partie de la classe politique s'acharne à nourrir cette logique folle. Il faut raison garder, nous dit-on, mais la déraison d'Etat étourdit la raison démocratique. Et si l'aveuglement d'aujourd'hui nous menait demain à l'abîme ? Dans ce livre introduit par un long essai rétrospectif en forme d'autopsie du régime, Eric Fassin a rassemblé des chroniques parties de 2006 à 2012. Pour ne pas s'enfermer dans les actualités, temporalité que partagent médias et politiques, il convient de penser l'actualité, soit un présent que traverse et travaille l'histoire.

La lettre du **prds** est coordonnée par Elsa Piou Iliassi. Comité de lecture : comité technique du **prds**. Conception graphique : Marc Trigueros

PRDS. 1, rue Charles Percier. 66000 Perpignan. Tel : 04 68 08 20 75 / Fax : 04 68 38 89 35 / Mail : prds66@wanadoo.fr

Le PRDS est porté par l'IRTS-LR, mis en place et soutenu par le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, l'Etat, la Mairie de Perpignan, la CAF des Pyrénées-Orientales, la MSA.